

Entretien avec Guillaume Chillet, responsable du domaine scientifique sciences humaines et sociales à l'Agence de l'innovation de défense

En quoi la lutte contre la désinformation au sein de l'Agence de l'innovation de défense nécessite-t-elle de mobiliser les sciences comportementales et cognitives, notamment face aux nouvelles menaces hybrides et aux ingérences étrangères ?

Parce que la cible a changé. Pendant des années, l'Agence a financé des recherches pour protéger les réseaux, puis les logiciels, c'est-à-dire les couches physique et logique du cyberspace. Ce travail continue. Mais la conflictualité s'est déplacée vers une troisième couche, celle de l'information, et derrière elle vers ce qu'elle vise réellement : la manière dont chacun de nous perçoit, juge et décide.

Les textes stratégiques ne disent pas autre chose. La [Revue nationale stratégique 2025](#) parle d'un « risque de manipulation cognitive ». Le 5 mars 2025, le président de la République constatait que « la Russie tente de manipuler nos opinions, avec des mensonges diffusés sur les réseaux sociaux ». En novembre 2025, le général Mandon, chef d'état-major des armées, indiquait que la Russie « se prépare à une confrontation à l'horizon 2030 avec nos pays ». L'esprit humain est désormais décrit comme un champ de bataille, une zone de contestation. À nos yeux, c'est la dernière infrastructure critique qui ne soit pas encore protégée, et une agence chargée d'anticiper les menaces ne pouvait pas la laisser de côté.

Or on ne protège pas une infrastructure sans comprendre comment elle fonctionne. Pour un réseau, il faut connaître les protocoles ; pour un logiciel, le code ; pour l'esprit humain, les mécanismes de l'attention, de la mémoire, de l'émotion et du jugement. C'est peut-être une révélation pour certains mais les manipulations de l'information n'exploitent aucune faille exotique. Elles s'appuient sur le fonctionnement normal du cerveau, sur ces raccourcis que l'on appelle des biais et qui nous permettent de décider vite dans un monde trop riche en informations.

Il suffit de les orienter pour obtenir, chez un grand nombre d'individus à la fois, des comportements attendus ; la somme de ces comportements produit des effets bien réels sur une communauté, une entreprise ou une société entière. Les disciplines qui décrivent ces mécanismes sont les sciences cognitives et comportementales. Sans elles, on reste à la surface du problème : détecter les contenus, tracer les campagnes, ce qui est indispensable mais n'explique pas pourquoi une manipulation prend et donc comment on peut lutter contre.

C'est pourquoi l'Agence a lancé en 2022, avec le soutien de l'Agence nationale de la recherche (ANR), un appel à projets sur la guerre cognitive, qui a financé six projets, puis en juillet 2025 l'appel « Résistance », dont les huit projets retenus viennent de démarrer. L'appel couvrait huit thèmes, des mécanismes cognitifs de l'influence à la mesure et à l'évaluation, en passant par l'inoculation psychologique, la diffusion des narratifs et la résistance collective. Nous y posons trois questions aux chercheurs : quels leviers permettent d'augmenter la résistance d'un individu à la désinformation, quels outils permettent de les actionner, et comment mesurer que ces outils fonctionnent. La troisième est celle qui manque le plus souvent.

Les appels à projets ne sont pas notre seul levier. L'Agence finance aussi près de 115 thèses par an, certaines sur la cognition, la prise de décision sous contrainte, la décision assistée par l'intelligence artificielle, qui viennent compléter les projets de recherche technologiques qu'elle soutient par ailleurs. L'approche est volontairement pluridisciplinaire, parce que plus aucun problème de défense

ne se laisse enfermer dans une seule discipline : un système d'aide à la décision est une question d'algorithmes autant que d'attention et de confiance de celui qui s'en sert, et une campagne de désinformation est une affaire de réseaux autant que de psychologie.

Pourquoi parler « d'individus » dans l'appel à projets Résistance et non juste de militaires ? Parce que c'est l'individu qui est visé par la désinformation, et à travers lui la société. La [stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information](#), publiée en février 2026, le formule simplement : « le premier rempart face aux manipulations de l'information est la société elle-même ». Le militaire a une mission particulière, mais il a les mêmes écrans, les mêmes réseaux sociaux et les mêmes réflexes que ses concitoyens. Ce qui protégera l'un protégera l'autre.

Face à des contenus ultra-sophistiqués ou générés par IA, quelles méthodes de discernement de pointe issues de la recherche comportementale recommandez-vous d'appliquer au quotidien ?

La réponse risque de décevoir : il n'existe pas de méthode de pointe, et nous nous méfions de ceux qui en proposent. D'abord parce que les projets de l'appel « Résistance » commencent à peine et que l'Agence n'a pas encore de résultats à partager. Ensuite parce que la quête d'une technique unique est illusoire, et la recherche le montre à chaque étape. Les outils se contrent : un détecteur de contenus artificiels, une fois publié, sert à entraîner les générateurs qui le déjoueront, au point qu'OpenAI a retiré le sien en 2023 faute de fiabilité, et les marquages que le règlement européen sur l'IA impose depuis le 2 août 2026 ont déjà leurs techniques de contournement publiées.

Les régulations se contournent : elles n'engagent que les acteurs de bonne foi, c'est-à-dire pas ceux qui nous préoccupent. Les connaissances s'enfouissent sous d'autres connaissances et disparaissent : une formation à l'esprit critique ou aux médias produit un effet réel mais modeste, dont la durée reste incertaine une fois passé le flot d'informations suivant. Nos sens, enfin, ne nous aident plus guère : toutes études confondues, l'œil humain ne repère les *deepfakes* qu'à peine mieux que le hasard et si je devais donner un conseil sous forme de boutade, choisissez au hasard, vous choisirez aussi bien qu'en y réfléchissant longtemps !

Ce qui reste, ce sont des réflexes intellectuels. Ils n'ont rien de nouveau, et c'est leur force : ils ne dépendent d'aucun outil, d'aucune mise à jour. Ralentir, d'abord. Un contenu qui provoque la colère ou la peur est construit pour être partagé avant d'être pensé ; se demander simplement s'il est vrai avant de le relayer réduit déjà, modestement mais réellement, la diffusion du faux.

Chercher d'où vient un contenu plutôt que de juger ce qu'il montre : face à une image ou une vidéo trop parfaite, l'œil ne tranchera pas, et les vérificateurs professionnels ne s'y risquent pas ; ils quittent la page pour regarder ce que d'autres sources disent de son auteur.

Se méfier de la qualité : un contenu fluide, bien produit, émotionnellement juste n'en est pas plus vrai, et des visages générés par IA ont été jugés plus dignes de confiance que des visages réels.

Douter de soi avant de douter de tout : la recherche récente montre que le public distingue plutôt bien le vrai du faux, et que son erreur la plus fréquente consiste à rejeter des informations exactes. Saper la confiance est précisément l'un des objectifs des campagnes d'ingérence ; un citoyen qui ne croit plus rien sert l'adversaire autant qu'un citoyen qui croit tout.

En parler, enfin : la résistance individuelle et collective est l'un des thèmes de l'appel « Résistance », parce que l'on résiste mieux à plusieurs qu'en solitaire.

Aucun de ces réflexes ne garantit rien. Ensemble, ils rendent la manipulation plus coûteuse, et c'est exactement le but : un adversaire qui doit payer plus cher pour obtenir moins.

Ces réflexes se cultivent individu par individu, mais ils ne tiennent pas seuls. Le rôle de l'Agence n'est pas de les prêcher. Il est de financer les travaux qui diront lesquels fonctionnent vraiment, pour qui, combien de temps et comment on le mesure, puis de mettre ces résultats à la disposition de ceux qui forment, informent et protègent. VIGINUM, par exemple, qui détecte et caractérise les ingérences, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui est le fer de lance de l'influence pour la France et surtout les armées qui sont notre raison d'innover ; l'Agence, en mobilisant plusieurs de ses responsables scientifiques, dont je me fais ici la voix, cherche à comprendre et à renforcer ce qui, chez chacun, les rend moins efficaces.

C'est aussi le sens de [la saison 2 des ateliers de lutte contre les manipulations de l'information](#), que l'Agence co-organise avec le CNRS, l'Inria, le Campus Cyber, VIGINUM et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et qui s'ouvre le 6 novembre au Campus Cyber : cinq groupes de travail pour bâtir, au sein d'une initiative citoyenne, une capacité française coordonnée de détection et de réponse, sans rien céder sur les principes démocratiques.